Mode d'emploi

Le *Maxi Fiches de Sciences économiques* se présente sous forme de fiches synthétiques de deux ou quatre pages.
Les fiches peuvent être étudiées dans l'ordre souhaité.
De nombreux renvois en couleur permettent d'approfondir les thèmes transversaux, traités dans différentes fiches.

Plusieurs outils pédagogiques sont à disposition du lecteur :

- La rubrique **Point clef**, en début de fiche, fait ressortir l'intérêt du sujet et ses principaux enjeux.
- La rubrique **Repères chronologiques**, en fin de fiche, récapitule les principaux événements et dates à mémoriser.
- Le **Glossaire de sciences économiques**, en fin d'ouvrage, regroupe les définitions de 283 notions fondamentales, surlignées tout au long de l'ouvrage.
- La fiche 99 propose des **conseils méthodologiques pour la dissertation en économie**, afin de se préparer au mieux aux examens.

Cet ouvrage constitue un outil efficace de révision pour réussir les examens et les concours.

1 Le produit intérieur brut

Point clef

Le produit intérieur brut (PIB) représente une mesure de la production et une approximation de la richesse créée. Il constitue un agrégat essentiel pour apprécier les performances d'une économie. Deux indicateurs doivent plus particulièrement retenir l'attention : le produit global (et sa croissance) ainsi que le produit par tête (PIB rapporté au nombre d'habitants).

1. DÉFINITIONS

Le **produit intérieur brut** constitue une approximation de la richesse créée par les agents économiques résidant dans un espace donné au cours d'une période de temps (généralement l'année).

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées des branches productives de l'économie (somme des valeurs ajoutées brutes + taxes sur la valeur ajoutée + droits de douanes – subventions à l'importation).

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur de la production finale et les consommations intermédiaires engagées pour l'obtenir (biens et services utilisés pour produire).

Le PIB global d'une économie est exprimé en valeur, c'est-à-dire en unités monétaires courantes. Une part de sa croissance résulte d'une progression nominale des variables économiques. Le calcul d'un PIB en unité monétaire déflatée est réalisé pour évaluer la croissance réelle du PIB, sa croissance en volume.

Le PIB peut être décomposé en un PIB marchand et un PIB non marchand.

PIB = PIB marchand + PIB non marchand

Le PIB marchand comptabilise les valeurs ajoutées réalisées par les branches marchandes de l'économie (sociétés non financières, sociétés financières, entreprises individuelles).

Le PIB non marchand comptabilise les valeurs ajoutées réalisées par les administrations publiques et les institutions à but non lucratif.

Le **produit national brut** (PNB) se définit, quant à lui, comme étant égal au produit intérieur brut plus les revenus de facteurs reçus de l'étranger moins les revenus de facteurs envoyés à l'étranger.

2. L'ÉQUILIBRE EMPLOIS RESSOURCES

Toute production de biens et services au sein de l'économie engendre une distribution de revenus du même montant dont la dépense constitue une demande permettant d'écouler la production. Du fait de cet équilibre emplois ressources plusieurs décompositions du PIB sont possibles.

a) Approche par la production

$$PIB = VA + Tp - Sbp$$

Avec :

- VA : la somme des valeurs ajoutées hors taxe ;
- Tp : les impôts sur les produits ;
- Sbp : les subventions sur les produits.

b) Approche par les revenus

$$PIB = W + EBE + RMB + T - Sb$$

Avec :

- W : les salaires ;
- EBE : l'excédent brut d'exploitation ;
- RMB : le revenu mixte brut ;
- T : les impôts ;
- Sb : les subventions.

L'EBE représente le profit brut des entreprises. Il est obtenu en soustrayant de la valeur ajoutée la rémunération des salariés et les impôts liés à la production versés par les entreprises.

Le RMB représente, quant à lui, l'EBE des entreprises individuelles.

c) Approche par la demande

$$PIB = CF + FBCF + \Delta Sks + X - M$$

Avec :

- CF : la consommation finale (v. fiche 4) ;
- FBCF : la formation brute de capital fixe (v. fiche 5) ;
- ΔSks : la variation de stocks ;
- X : les exportations de biens et services ;
- M : les importations de biens et services.

3. LE PRODUIT PAR TÊTE, UN INDICATEUR DU NIVEAU DE VIE

La croissance du produit par tête (PIB par habitant) signifie une progression de la quantité de biens et services à la disposition des individus. La **progression du revenu par tête** mesure l'évolution du **niveau de vie** des populations. Le tableau ci-dessous fait ressortir la position dominante des États-Unis sur ce critère avec un PIB par habitant de près de 37 798 dollars en 2006 nettement supérieur à celui des autres pays les plus industrialisés, 27 764 dollars pour le Japon, 27 734 pour la France. De même, l'écart de niveau de vie entre les pays du G7 et les pays en voie de développement représentés dans le tableau par l'Algérie (6 425 dollars), le Maroc (3 938 dollars), l'Afrique subsaharienne (1 852 dollars seulement), ressort de façon criante.

Le PIB par habitant relativement élevé de la Norvège (40 905 dollars) et de l'Irlande (36 860 dollars) signifie un haut niveau de vie dans ces pays. Dans le cas de l'Irlande, le fait de dépasser le Royaume-Uni (28 756) est très symbolique ; cela montre – de surcroît – la réalité du rattrapage économique. Néanmoins ni l'Irlande, ni la Norvège, ne soutiennent la comparaison avec le Royaume-Uni, l'Allemagne ou le Japon en termes de poids économique. Le PIB par tête est un indicateur de niveau de vie et non puissance économique.

	PIB courants en milliards de dollars 2006	PIB correspondant à la PPA, en milliards de dollars (base 2000) 2006	PIB par habitant en dollars (base 1995) 2006
États-Unis	13 276	11 433	37 798
Japon	4 360	3 539	27 764
Allemagne	2 897	2 230	27 050
Royaume-Uni	2 377	1 750	28 756
France	2 248	1 741	27 734
Italie	1 852	1 555	26 740
UE à 27	14 545	12 004	24 326
Irlande	222	150	36 860
Norvège	335	189	40 905
Chine	2 614	8 679	6 605
Inde	916	3 669	3 300
Russie	979	1 472	10 364
Brésil	964	1 441	7 664
Algérie	114	212	6 425
Maroc	57	131	3 938
Arabie Saoudite	349	338	12 504
Afrique subsaharienne	702	1 396	1 852

Source : CEPII, L'économie mondiale 2008. *Paris, La Découverte, 2007.*

4. LE PRODUIT GLOBAL, FONDEMENT DE LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE

La croissance du produit global fonde à long terme la **puissance économique** d'une nation. La puissance économique a des avantages qui peuvent être cumulatifs. Le progrès technique étant un moteur de la croissance, le produit global révèle une avance technologique qui peut aller de pair avec une domination militaire. Dans ce cas, l'économie dominante possède une capacité à influencer les règles du jeu international en matière monétaire, financier et commercial (voir bien sûr l'exemple des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale). Par ailleurs la profondeur du marché financier (liquidité et acceptabilité d'une devise comme le dollar) et la garantie d'une rentabilité du capital renforcent le statut de monnaie internationale de la devise de la « superpuissance ». L'émission de monnaie internationale offre ensuite des marges de manœuvre importante en matière de politiques économiques : possibilité plus grande d'accumuler des déficits courants, possibilité d'abaisser davantage les taux d'intérêt du fait de prime de risque inférieure, douce insouciance concernant le change. Ces séquences participent de l'auto-entretien d'un leadership mondial que deux exemples historiques peuvent nourrir : l'Angleterre avant 1913 et les États-Unis depuis 1945.

Le tableau ci-dessus propose une hiérarchie des économies nationales suivant le produit global courant et le produit global correspondant à la parité des pouvoirs d'achat (PPA) des monnaies nationales.

Il fait ressortir l'ampleur de la domination américaine en termes de produit global (13 276 milliards de dollars en 2006, soit plus du quart du PIB mondial, 48 273 milliards de dollars), seule l'Union européenne avec 14 545 milliards de dollars en 2006 rivalise en termes de puissance économique avec les États-Unis sans, pour autant, lui contester son leadership mondial faute d'intégration politique. Le Japon est, sur la base du produit global courant, la deuxième puissance économique mondiale avec un PIB de 4 360 milliards de dollars (v. fiches 22 et 29).

Le cas complexe de la Chine mérite une attention particulière. Son produit global courant s'élève pour 2006 à 2 614 milliards de dollars. Ce chiffre résulte d'une conversion en dollar, au cours de change courant, du PIB exprimé au préalable en yuan. Compte tenu « du relatif faible niveau de développement » de la Chine, le pouvoir d'achat en biens et services d'un dollar en Chine est environ 3 fois supérieur à ce qu'il est aux États-Unis d'où l'intérêt de proposer un PIB correspondant à la PPA (intégrant *de facto* la sous-évaluation réelle de la monnaie chinoise, le yuan). Sur cette base, la Chine apparaîtrait paradoxalement dès aujourd'hui comme la deuxième puissance économique mondiale, assez loin devant le Japon. Le même phénomène est à l'œuvre pour l'Inde, la Russie, le Brésil, puissances montantes.

Le produit intérieur brut constitue une mesure exclusivement quantitative des performances des économies, il n'intègre pas les conséquences sociales et environnementales du processus d'accumulation. La notion de développement (et ses variantes) cherche à intégrer des dimensions plus qualitatives du bien-être humain (v. fiche 6).

5. QUELS OBJECTIFS VISER EN MATIÈRE DE CROISSANCE ?

À court terme, les autorités peuvent avoir pour objectif que la croissance effective de l'économie soit égale à sa croissance potentielle (croissance qui correspond à une pleine utilisation des capacités de production). À plus long terme, les responsables doivent dynamiser le potentiel de croissance par des politiques structurelles qui visent à développer les forces motrices de la croissance. Solow (1957), père du modèle néoclassique de croissance, met en avant deux moteurs exogènes : le progrès technique conçu comme un don de la sphère scientifique à la sphère économique et la population. Les théories de la croissance endogène, apparues à partir de 1986 (travaux de Romer), s'inscrivent en réaction contre cette conception exogène. Elles mettent l'accent sur le stock de capital technique et humain et également sur le fait que des externalités positives issues de la formation (Lucas, 1988) et de la recherche (Aghion et Howitt, 1991) sont à l'origine de la croissance économique. Il en découle la vision d'une croissance qui peut être influencée par les politiques économiques et la reconnaissance d'une efficacité de l'intervention des administrations publiques.